

Monsieur le Préfet de la Réunion,

Dès la mobilisation « gilet jaune » enclenchée le samedi 17 Novembre 2018, des revendications profondes ont été exprimées au niveau des différents points de blocage.

Comme vous le savez, il faut bien distinguer la mobilisation des « gilets jaunes » pacifistes et les actions condamnables de personnes détériorant les commerces, biens publics et matériels d'autrui auxquelles personne ne s'associe.

Nous ne prétendons pas être les porte-paroles de ce mouvement et nous ne prétendons pas les représenter. Cependant, si nous devons résumer les revendications profondes recueillies par les manifestants « gilets jaunes » pacifistes, voici une liste de points qui reviendraient (non exhaustives) :

- La vie est trop chère à la Réunion. Pour les mêmes produits que l'on trouve sur le territoire métropolitain, il y a des différences de l'ordre de 30 à 60%, qui peuvent aller jusqu'à plus de 150% pour d'autres...alors que les minimas sociaux, le SMIC, et les salaires en général ne sont pas plus élevés qu'en métropole, sauf pour la fonction publique, les cadres et certaines professions. L'ETAT FRANÇAIS doit tout faire pour compenser cette disparité :
 - Soit les salaires, minimas sociaux, SMIC sont alignés avec la fonction publique (indexation)
 - Soit les prix des produits sont alignés avec les prix pratiqués avec la métropole (le différentiel étant pris en charge par l'Etat, ou alors il y a un réel encadrement des prix pratiqués à la Réunion)
- Il y a des monopoles/oligopoles (constatés soit pour une seule société, soit pour deux sociétés concurrentes, soit plusieurs sociétés appartenant à la même filiale mais qui arrivent à avoir les mêmes prix pratiqués, toujours supérieurs à ce qui est pratiqué en France métropolitaine) et qui ne sont plus admis par la population car les tarifs pratiqués sont perçus et vécus comme abusifs : AIR AUSTRAL, SRPP, GALVA REUNION, SFR/ORANGE, PHARMAR, LM DISTRIBUTION, HAYOT, RAVATE, CAILLE, CADJEE, CHATEAUVIEUX, CILAM et pleins d'autres enseignes dont vous avez également connaissance. Il faudrait là aussi l'intervention de l'ETAT FRANÇAIS pour réguler les prix et faire en sorte que ces pratiques abusives cessent. S'il est vrai qu'en France il existe la liberté de prix, sur un territoire insulaire ce procédé nécessite un encadrement strict. Il faudrait revoir, ou supprimer l'octroi de mer afin de stopper les dérives (le but initial de l'octroi de mer est de protéger les secteurs de production locale) car actuellement l'octroi de mer est perçu par la région et n'est pas orienté vers le soutien de la production locale et il est vu comme injuste.
- Le pouvoir politique à la Réunion connaît un désaveu de la population : les taux d'abstention sont records. En 2017, La Réunion était la 6ème région de France la plus corrompue selon l'indice de l'ONG Transparency France. La population a le sentiment profond que les politiques à la Réunion ont une vision extrêmement personnelle et orientée vers des intérêts privilégiés privés (recrutement famille, amis, conjoints, proximité, souvent vers les mêmes entreprises retenues dans les appels d'offre, salaires indécents) et c'est sans compter les condamnations multiples de certains politiciens toujours au pouvoir avec le sentiment que ce sont toujours les mêmes : Il faut un CASIER VIERGE pour les élus
 - Il faut stopper réellement le cumul de mandat, un élu = un mandat et pas d'autres fonctions annexe (DIDIER ROBERT est un exemple flagrant en ce moment mais ce n'est pas le seul malheureusement).
 - Un encadrement du pouvoir politique avec surveillance par un organisme extérieur d'Etat afin de surveiller l'apparition d'emplois de complaisances, le recrutement de proches, appels d'offre, rémunérations (DIIER ROBERT s'est octroyé récemment un salaire de plus de 6000€ net récemment pendant que plus 40% de la population se trouve en dessous du seuil de pauvreté).
 - Obligation d'avoir la continuité de projets lors d'un changement politique après une élection (médiathèque st Paul par exemple construite mais pas ouverte / changement de destination, opération Pole Océan – expropriation réalisée mais projet abandonné, tram-train, où les études ont été initiées mais ont été abandonnées, l'arrêt des travaux et les changements de direction coutent des milliards et des milliards d'Euros à la collectivité....et tout semble être permis aussitôt qu'un « nouveau politicien » a été élu).
- Les médias ne sont pas toujours représentatifs de la population réunionnaise et il y a un accent particulier qui est mis sur le contexte de la Réunion où sont mis en avant systématiquement anecdotes, faits-divers, et situations sarcastiques de la population réunionnaise ayant grandi et toujours vécu ici. Dans les émissions de grandes écoutes, reportage, interview ou libre antenne ne sont jamais mis en avant : la Réunion qui ose, la Réunion qui réussit, la Réunion qui gagne et la Réunion qui propose (jeunes diplômés ayant grandi et vécu à la Réunion, gérants entreprises ayant grandi et vécu à la Réunion, cadres réunionnais ayant grandi et vécu à la Réunion) . La parole est toujours accordée aux

politiciens qui sont en place depuis plusieurs décennies ou alors aux personnes qui ne sont pas force de proposition pour la Réunion ou sinon des personnes fraîchement arrivées à la Réunion...Une grande partie de la population ne se sent pas médiatiquement représentée. Il convient de rappeler à l'ensemble de la profession médiatique qu'il existe bien à la Réunion un peuple avec une culture, une histoire, un passé, des coutumes et une identité compatible avec la République et qu'il convient de respecter cette réalité dans tous types d'intervention médiatique en donnant la parole aussi à la Réunion qui n'a jamais été représentée ces dernières décennies. S'il est vrai que la liberté de la presse est une liberté fondamentale, elle doit s'inscrire dans le respect des valeurs de la République et dans le respect des spécificités locales.

- Des jeunes de la Réunion sont diplômés par milliers tous les ans (bac et post bac) et malgré les efforts qui sont entrepris : 70% des cadres sont issus de la France métropolitaine, s'il est vrai que nous sommes en France, alors les personnes ayant grandi et vécu à la Réunion doivent être considérées comme Français dans les critères de recrutement. Il y a le sentiment que les recrutements se font systématiquement par un phénomène de « réseau », « entre-soi » et « valorisation compétences externe », pendant que des réunionnais sont obligés de quitter leur île natale pour travailler partout dans le monde (voir site « réunionnaisdumonde », où les personnes diplômées de la Réunion sont compétents dans beaucoup de pays et aussi en France métropolitaine pour exercer des postes à responsabilité mais pas à la Réunion). A compétence égale, recrutement local et salaire égal doit être le signal donné pour résorber une partie du chômage qui touche 60% des jeunes à la Réunion. Développer les filières, cursus et formations dans le domaine du supérieur, afin de former localement les personnes aux postes à responsabilité
- Le prix du foncier à la Réunion est extrêmement élevé, de 150 à 300€ / m² en moyenne montant jusqu'à 600€/m² dans certaines villes, là encore l'ETAT FRANÇAIS doit intervenir pour réguler ce point car en plus d'avoir des familles qui se sont anormalement enrichi, il n'est plus possible d'investir localement, l'investissement du foncier est réservé à une élite, catégorie supérieure, investisseur extérieur ou étranger et si nous voulons utiliser un mot plus courant l'investissement du foncier à la Réunion est réservé aux « très riches » :
 - Stabilisation des prix du foncier
 - Limitation surface des parcelles
 - Surveillance des pratiques immobilières exercées
- Les Artisans, PME, PMI, indépendants sont asphyxiés par les charges qui pèsent sur eux (RSI, CGSS, AGEFOS,.....) les taux d'imposition sont énormes. En plus d'avoir à supporter toutes ces charges, tous les aléas de leurs métiers, beaucoup d'entreprises se retrouvent dans le cadre d'appel d'offre à revoir leur prix de vente à la baisse car le critère moins disant (moins cher) prime sur le critère mieux disant (meilleure qualité).
- L'augmentation des taxes sur carburant arrivent dans le même temps que la baisse de l'ISF, là encore les Réunionnais (valable aussi pour les français de métropole) ont le sentiment que ce sont toujours les mêmes qui payent, et ce sont les mêmes (privilegiés, ultra riche) qui bénéficient des exonérations diverses et variées de la part de l'ETAT FRANÇAIS
- L'écologie n'est prise en compte dans aucun programme politique local (et très peu au niveau national), et lorsqu'elle est évoquée c'est toujours sous forme de taxe punitive, mais jamais dans le cadre d'une réelle transition énergétique (les avions, les bateaux sont exonérés de certaines taxes alors que ce sont des gros pollueurs) . A la Réunion tout est construit avec du béton et du bitume et le moyen de transport privilégié est la voiture (faute de développement transport en commun), tous les taxes sur carburant ne sont pas affectés à un quelconque projet développement durable / écologie ou transition énergétique.

Voici donc l'ensemble des points que nous avons pu relever à travers les témoignages recueillis au niveau des différents barrages tenus par les « gilets jaunes » . Ces revendications ne datent pas d'hier ou de la semaine dernière, mais cela remonte à des décennies et des décennies.....et d'année en année la population réunionnaise a le sentiment que ces disparités perdurent, ces injustices s'aggravent et des solutions existantes ne sont pas appliquées.

Les politiciens parlent de ces problématiques en campagne électorale, mais rien n'est fait sur le terrain, les syndicats l'expriment par moment de mobilisation mais là aussi les revendications ne vont pas au bout, les médias aussi à leur niveau sont au courant de ces sujets mais préfèrent privilégier les sujets sensationnels, les scandales d'état, les anecdotes, les faits divers principalement....Raison pour laquelle cette mobilisation « gilet jaune » est purement citoyenne et n'a pas souhaité en son sein la présence de politiciens et syndicats initialement.

Comme nous l'avons dit en introduction, nous ne prétendons pas être le porte-parole de ce mouvement « Gilet jaune » et nous ne prétendons pas les représenter, mais nous tenons à vous faire part des revendications profondes qui sont exprimées par les réunionnais depuis le samedi 17 novembre 2018, mais qui sont ressenties depuis plusieurs décennies.

Nous vous invitons donc à prendre en considération ces points, et annoncer des mesures fortes sur l'ensemble des points ci-dessus pour calmer la fronde qui anime l'île des derniers jours.
Nous souhaitons une réelle continuité d'Etat, une réelle considération et une réelle justice.
Il convient aussi de prendre en compte les autres revendications exprimées par d'autres citoyens représentant les « gilets jaunes » afin d'avoir la liste exhaustive des revendications des Réunionnais.

Des Citoyens engagés pour l'avenir de la Réunion.